



Le 5 décembre 2010

Le gouvernement espagnol vient de pousser l'AENA dans le précipice !

Un véritable chaos opérationnel et social s'est déroulé dans le ciel espagnol ce week-end avec la fermeture d'un grand nombre de centres (ACC, APP et TWR).

Pour rétablir un ordre opérationnel, le gouvernement espagnol a dépoussiéré un décret inutilisé depuis la fin de l'ère autoritaire et dictatoriale du général Franco. Il a déclaré un « quasi état d'urgence » pour son espace aérien et a confié sa gestion aux militaires. L'UNSA-ICNA condamne fermement cette attitude.

Grève soudaine des contrôleurs aériens espagnols selon les médias : de la pure désinformation !

Suite à l'application du décret royal de février 2010 et non à une grève des contrôleurs aériens, l'espace aérien espagnol a été en partie fermé. Ce décret limite leur temps de travail à 1670h/an avec 80h supplémentaires au maximum. **Nombre de contrôleurs ayant atteint ce quota d'heure n'ont pas pris leurs fonctions.** Ces décisions individuelles et collectives, radicales, ont été prises

L'Etat des lieux

L'histoire de l'AENA (Aeropuertos Españoles y Navegación Aérea) : un exemple à ne pas suivre.

Le décret du 27 avril 1978 a attribué au ministère de la Défense le contrôle de l'espace aérien espagnol, mais a délégué cette fonction en temps de paix au ministère chargé des transports.

Le contrôle aérien est assuré par la direction de la navigation aérienne, *équivalent de la DSNA*, organisme créé la loi du 29 juin 1990 et dont le statut a été précisé par le décret royal du 14 juin 1991.

La loi du 30 décembre 1998 portant diverses mesures d'ordre fiscal et administratif a ensuite

LE STATUT des contrôleurs espagnols

Les contrôleurs aériens sont, à la quasi totalité, salariés de droit privé. Leur statut est défini par la convention collective signée le 18 décembre 1998 par l'AENA et l'Union syndicale des contrôleurs aériens (USCA).

Avant le décret de février 2010, le temps de travail des contrôleurs aériens était de 1 200 heures par an, hors heures supplémentaires, sans pou-

voir dépasser 120 heures par mois. Leur salaire moyen en milieu de carrière était voisin des 10000 euros par mois. Une politique assumée de non recrutement a conduit l'AENA à attribuer de nombreuses heures supplémentaires (au-delà de la convention qui précisait 80h/an/contrôleur max et sur la base du volontariat). Certains salaires se sont

transformé l'AENA en « entité publique gestionnaire ». L'AENA :

- possède la personnalité morale de droit public rattachée au ministère chargé des transports,
- est autonome dans sa gestion et dispose d'un patrimoine propre.

En France, ce serait un EPIC (Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial), comme si le gouvernement décidait de transformer la DSNA en Etablissement Public.

voir dépasser 120 heures par mois. Leur salaire moyen en milieu de carrière était voisin des 10000 euros par mois.

Une politique assumée de non recrutement a conduit l'AENA à attribuer de nombreuses heures supplémentaires (au-delà de la convention qui précisait 80h/an/contrôleur max et sur la base du volontariat). Certains salaires se sont

envolés et sont alors devenus un prétexte idéal pour engager de profondes réformes dans un contexte économique difficile en Espagne.

La banqueroute de l'AENA et les solutions du gouvernement espagnol conduisent à remettre en cause la sécurité.

Avec un recrutement très insuffisant, la filialisation des maintenances au secteur privé, l'AENA reste le prestataire le plus cher en Europe (avec Skyguide). Ceci a conduit la commission européenne à demander à l'Espagne une refonte de son management non seulement en matière de budgets mais également sur le respect des divers règlements et directives européens relatifs à la navigation aérienne.

La crise bancaire qui a précipité certains états européens dans une grave crise de société a accentué une situation budgétaire catastrophique

Entre méconnaissance et manipulations

Notre métier, souvent décrié par la presse et par certaines sphères décisionnelles, est trop méconnu de nos concitoyens. Ainsi, les nombreuses contraintes reconnues par les experts aéronautiques ou médicaux qui font de notre profession une des plus stressantes au monde, sont clairement ignorées.

Or, l'exercice de notre métier doit se faire en toute sérénité. La vie de millions de passagers et des populations survolées en dépend. Depuis plus d'un an maintenant, en France comme en Espagne, les contrôleurs aériens sont pris pour cibles.

Rien n'est certes tout blanc ou tout noir. Mais l'AENA est clairement impliquée, en ayant cautionné certains abus et surtout en les entretenant.

pour l'AENA. Cela a permis à certains politiques espagnols de reconsidérer les conditions d'emploi des personnels et d'engager la privatisation de certains aéroports.

Résultat : on presse les personnels encore plus comme des citrons, et solution miracle ... on privatise ! **Le problème est que les contrôleurs aériens n'ont plus de jus, et que leur état psychique est au bord de la rupture.** Leur action de ce week-end en est la parfaite illustration et on peut les comprendre.

Faut-il rappeler que la sécurité n'est jamais acquise ?

Il y a suffisamment de pression dans l'exercice d'un rare métier où des hommes et des femmes assument directement autant de responsabilités pour que nos politiques, nos médias ou nos gouvernants n'en rajoutent encore et encore.

C'est un vrai signal d'alerte que nous lançons aujourd'hui. Notre profession souffre d'un environnement extérieur qui devient de plus en plus agressif, et le fait que nos collègues espagnols soient sous la menace d'une juridiction militaire ne doit certainement pas les aider.

Solidarité et union au delà de nos différences

Même si le contrôle aérien espagnol n'est pas dans la norme européenne, un jeune syndicat comme **l'UNSA-ICNA appelle à la solidarité et tient à affirmer clairement son soutien aux contrôleurs espagnols.**

Oui, **l'UNSA-ICNA** tend la main à nos collègues en difficulté et croit que face aux politiques antisociales qui fleurissent partout en Europe, **il faut aller au-delà de nos différences qui, dans le chaos, doivent être mises de côté.**

L'UNSA-ICNA sollicite tous les contrôleurs travaillant aux interfaces des espaces espagnols pour leur exprimer ce soutien moral et les invite à prendre toutes les mesures conservatoires afin d'assurer la sécurité dans un ciel loin d'être clair de toutes turbulences.

En particulier, **l'UNSA-ICNA** invite les contrôleurs à décliner des mesures pour leur faciliter leur travail et les protéger si nécessaire.

L'UNSA-ICNA entrera en contact avec l'USCA (syndicat des contrôleurs espagnols) afin de suivre la suite des événements.

Nous accompagnerons, bien sûr, les initiatives françaises qui pourraient être prises.

L'UNSA-ICNA interrogera la commission européenne afin de savoir si de telles pratiques sont conformes avec la culture de sécurité.